

face à leurs nouveaux défis

Ces processus qui, en aucun cas bien sûr, ne sauraient remplacer d'authentiques dynamiques maghrébines endogènes, s'ils veulent dépasser le stade convenu des bonnes intentions réciproques et contribuer à une évolution significative en termes de progrès économique et social des peuples du Maghreb, doivent les aider, en priorité, à prendre en charge les déficits les plus importants qui pèsent effectivement sur leurs perspectives de développement.

Or, dans le contexte actuel de l'économie mondiale et encore plus nettement si l'on en envisage les perspectives, il n'existe certainement pas de plus lourdes hypothèses — de nature systémique — que toutes celles générées par une faible maîtrise sociale de la connaissance.

De ce point de vue, à la lumière de la présentation effectuée des données relatives aux secteurs concernés et des lourds déficits qu'elle révèle, il est clair que, dans le cadre des partenariats à initier et/ou à renforcer entre le Maghreb et le «reste du monde» et dont la nécessité ne fait aucun doute, une grande priorité devra, en toute logique, être accordée à leur prise en charge. Ceci dit, dans le contexte probablement durable de faible croissance économique qui affecte les pôles européen et américain de l'économie mondiale, les attentes des pays maghrébins à leur égard ne sauraient être excessives, étant donné les limites

de plus en plus strictes imposées à leurs finances publiques et qui supposeront certainement plus le recours aux entreprises privées. Etant entendu que doivent également être recherchées d'autres sources de partenariat, notamment en Asie.

En outre, dans le cadre de la coopération intra-maghrébine — encore trop faible et en quête perpétuelle d'un nouveau souffle — le même type de priorité devra également être accordé aux mêmes secteurs, et ce, d'autant plus que bien des activités de pointe à cibler connaissent de très fortes contraintes en termes de masse critique et/ou d'économies d'échelle. Car aucun des cinq pays maghrébins, à lui seul, ne peut sérieusement envisager — surtout dans le contexte d'exacerbation croissante des conditions de la compétition mondiale, tous domaines confondus, ceux de la connaissance inclus — de se positionner de manière un tant soit peu significative dans les grands domaines de la recherche scientifique et technologique contemporaine qui, tous, exigent des investissements à long terme de plus en plus lourds et coûteux en termes financiers, matériels et, surtout, humains. Toutes contraintes dont la prise en charge devra passer, entre autres, par une réelle maîtrise sociale de tout le savoir contemporain spécialisé. En fait, seuls des processus renforcés de coopération directe entre pays

maghrébins, prenant également en considération le précieux apport que doivent constituer leurs élites vivant hors du Maghreb, inscrits dans une vision de très long terme, conduits de concert avec leurs principaux partenaires à la coopération et visant des domaines bien ciblés de recherche scientifique et technologique sont en mesure d'offrir le cadre opérationnel nécessaire pour la relève des défis impliqués. Incluant la nécessaire création d'établissements communs d'enseignement supérieur et/ou de recherche de niveau international et contribuant ainsi à ériger la maîtrise sociale de la connaissance comme dimension essentielle de l'intégration maghrébine, de tels processus sont en mesure de permettre aux pays de la région d'accéder aux incontournables fondements du savoir contemporain, susceptibles de garantir un minimum d'efficacité et donc, de crédibilité — interne et externe — à leurs politiques de développement. D'autant plus que les vulnérabilités et contraintes pesant sur leurs perspectives de développement sont sévères et réduisent grandement leur marge de manœuvre ; parmi les plus notables deux doivent être citées : croissance de la population active et limites en eau.

Même si le régime démographique des pays de la région a rapidement évolué — notamment en raison de l'achèvement de la

transition démographique pour les trois pays «centraux», Maroc, Algérie et Tunisie, une des plus rapides au monde et exception notable dans le Monde Arabe — il n'en demeure pas moins qu'elle connaît encore un taux élevé de croissance de la population active, de l'ordre de 2,5% d'ici à 2020, maintenant donc, pendant encore longtemps, le marché de l'emploi sous une très forte tension. Ainsi, afin d'éradiquer le chômage — toujours à l'horizon 2020 — conviendrait-il de créer, par an, au moins 1 million de postes de travail ce qui suppose que soient réunies des conditions extrêmement favorables pour le maintien d'un taux de croissance économique élevé et soutenu, telles qu'un fort taux d'investissement, une importante contribution de l'investissement direct étranger, une élévation régulière du niveau de formation et de qualification de la main-d'œuvre et — probablement surtout — une nette amélioration des conditions de gouvernance globale et des entreprises.

Toutes ces conditions difficiles à réunir en même temps feront que, longtemps encore, l'objectif de création d'emplois — de fait, assimilable à une «bombe à retardement» — va demeurer une très forte contrainte pesant sur les conditions de définition et d'exécution de politiques économiques qui devront, à la fois, générer une croissance économique dans les conditions de compétitivité de

l'économie mondiale et promouvoir des secteurs à haute intensité de main-d'œuvre.

Actuellement déjà en situation de stress hydrique, le Maghreb va se trouver directement confronté, à moyen et long termes, à des limitations encore beaucoup plus sévères liées à la croissance de sa population et à la raréfaction croissante de ses ressources en eau, dans un contexte défavorable lié aux probables évolutions des crises climatique et écologique en cours. Dans de très nombreuses études internationales, le Maghreb apparaît comme une des régions qui auront certainement le plus à souffrir des changements climatiques attendus et sera probablement confronté à de très sévères sécheresses comme l'indiquent, entre autres, les données relatives à l'évolution d'un indicateur important : l'Indice de Sévérité de la Sécheresse de Palmer (Palmer Drought Severity Index ou PDSI) pour lequel le Maghreb a le plus mauvais score sur l'échelle de référence indiquée : celui de - 5. Or, il est clair que les contraintes en eau affecteront négativement toutes les activités humaines, qu'il s'agisse de la production dans tous les domaines ou bien des conditions de vie, et ce, avec des conséquences aisément prévisibles en termes de tensions sociales et de stabilité politique.

N. S.
(A suivre)

IMMOLATIONS PAR LE FEU

L'Algérie va-t-elle encore s'enflammer ?

Par Zineddine Sekfali, ancien ministre

Alors que nous essayons lentement de nous remettre du choc des attentats suicide, abusivement qualifiés d'un point de vue historique de «kamikazes», les suicides et tentatives de suicide par le feu se succèdent à travers le pays, de plus en plus atroces et terriblement dérangeants. Qu'y a-t-il derrière cette effroyable frénésie autodestructrice ? Quel sens ou quelle explication donner à ces immolations par le feu, actes inhumains commis par des hommes contre leur propre humanité ?

On sait depuis Socrate qui avala de la ciguë pour éviter que ce poison mortel ne lui soit administré par le bourreau chargé de l'exécuter, que le suicide a beaucoup intrigué les philosophes d'hier et qu'il continue d'interpeller et d'interroger ceux d'aujourd'hui. Cet acte que seul le genre humain commet est peut-être le plus inhumain ; en tout cas il est complexe et mystérieux, et dérange les consciences et les croyances. Il est généralement mal vu, tant des croyants que de ceux qui ne le sont pas. On sait que les trois religions monothéistes le condamnent comme acte contraire à la volonté divine. Pour ces religions, l'homme ne peut supprimer la vie de son semblable qu'exceptionnellement, par légitime défense ou comme sanction pénale, telle que prévue par la loi pour certains crimes particulièrement graves. Le suicide est, par contre, absolument prohibé. Il n'y aurait, semble-t-il, d'exception que dans la culture japonaise où le «hara-kiri» c'est-à-dire le suicide par éviscération, est admis, ritualisé et consi-

déré comme un acte de bravoure. Chez nous, les imams et les hommes du culte ont donc l'obligation, sans attendre que des instructions leur soient données par la tutelle administrative, de rappeler aux croyants les textes et paroles divines ou prophétiques qui interdisent le suicide, et pour souligner que l'immolation par le feu, quelle qu'en soit la motivation, est bien un suicide. Reste à savoir si cela va freiner les tendances suicidaires dans ce pays... Mais ceci est une autre question.

L'immolation par le feu est bien évidemment un suicide, parmi d'autres types de suicide ; de ce point de vue, les hommes du culte ne nous apprennent rien que l'on ne sache déjà.

Ce qu'il importe de rappeler c'est que, prolongeant les efforts d'explication des philosophes, à leur tour les psychiatres, sociologues, psychologues et scientifiques de manière générale ont pris la question du suicide en charge. Ils ont ainsi établi une sorte de critériologie et classé les suicides en fonction de la personnalité du suicidé, de l'âge, du sexe, de la santé psychique, des motivations, du niveau social de l'intéressé, et de la réaction que celui-ci espère provoquer chez autrui. Sur cette matière, il existe une abondante littérature et de multiples études scientifiques : le lecteur qui cherche de plus amples informations sur le suicide n'a que l'embarras du choix dans la documentation. Mais ce dont chacun peut par lui-même se rendre compte sans difficulté, c'est que nous ne réagissons pas de la même manière, selon par exemple que le suicide fait suite à une

grave maladie psychique, un fort choc émotionnel, un dépit amoureux ou aux souffrances dues à une maladie incurable ; les scientifiques parlent aussi, en des termes qui personnellement me choquent, de «suicides égoïstes» c'est-à-dire, par exemple, le suicide pour ne plus souffrir soi-même, et de «suicides altruistes» qui sont ceux dont on espère que d'autres en tireront quelque profit... Ce qui est sûr c'est que le citoyen «lambda» réagit différemment aux divers suicides ; il exprime dans certains cas de la compassion et parfois de la compréhension ; il lui arrive d'accorder des «circonstances atténuantes» à certains suicidés, même si chacun pense au fond de lui que l'on a toujours tort de se suicider. Mais dans tous les cas, le suicide nous dérange et nous trouble.

Tout le monde admet que l'immolation par le feu est un suicide très particulier. Il est en effet public et spectaculaire ; il est fait pour être vu de la plus grande quantité possible de témoins et il doit choquer et effrayer par sa violence même les plus insensibles à la misère humaine.

Son auteur cherche, avant tout, à frapper l'opinion publique. De plus, si tous les suicides sont des appels au secours, l'immolation par le feu est quant à elle, plus qu'un appel au secours, c'est un signal d'alerte particulièrement fort. Il est d'une certaine manière symbolique. Il participe aussi du geste sacrificiel.

Ce n'est pas un acte de lâcheté devant la vie, c'est au contraire un cri poignant pour que d'autres aient une meilleure vie ! En effet, si j'ai bien compris les cas

signalés par notre presse, ces immolations sont faites pour attirer l'attention sur d'autres gens qui sont dans la même situation de désespérance, qui n'ont pas de logement pour abriter leurs familles ni de salaire pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires... C'est pour cela qu'il faut s'interroger : est-ce que le jeune Tunisien Bouazizi de Sidi Bouzid-Kasserine est un mécréant, promis à l'enfer éternel ? Comment l'admettre ou même l'imaginer, alors que dans son pays, et ailleurs, il a été dès que son sacrifice fut connu, perçu non comme un mécréant mais comme le martyr d'une cause juste.

Il est désormais honoré comme un héros. Son geste fatal et d'une violence épouvantable a été immédiatement imité, ici et là, par des gens qui comme lui connaissent très bien les préceptes de l'islam relatifs au respect dû à la vie humaine et qui sont aussi, tout comme lui, dans le plus profond du désespoir.

Peut-on ne pas voir la douleur et la désespérance de nos congénères ? Ou préfère-t-on, tel Tartuffe, se couvrir les yeux et marmonner quasi mécaniquement les principes et les règles islamiques que les Bouazizi de Tunisie et d'ici connaissent du reste par cœur ! Qu'elle est grande, sinon l'ignorance de la réalité quotidienne de ce pays et de la situation sociale d'une grande partie de ses habitants, du moins la mésestimation entre le sommet et la base de notre pyramide sociale ! Une fois de plus, malheureusement, le feu menace en Algérie : il faut agir sans plus tergiverser.

Z. S.